

## **Sénégal. Rupture au sommet**

Titre(s) : Sénégal. Rupture au sommet [[periodique]] / Chérif Salif Sy

Ensemble : Courrier international 1858

Auteur(s) : Sy, Chérif Salif

Editeur, producteur : 11/06/26

Description matérielle : pp.16

ISSN : 1154-516X

Note sur la description matérielle : 1

Résumé ou extrait : En mai 2026, le président Bassirou Diomaye Faye a limogé le Premier ministre Ousmane Sonko en raison de divergences économiques profondes. Deux ans après l'alternance politique d'avril 2024, le pays fait face à une situation de dette grave : plus de 100 % du PIB, service de la dette mobilisant 5500 milliards de francs CFA, refinancement annuel proche de 6000 milliards, et des engagements non comptabilisés révélés en septembre 2024 estimés à 6,5 milliards d'euros. Sonko, incarnant une ligne souverainiste et accusatoire, a refusé tout plan de restructuration et mis l'accent sur la dénonciation du passé, tandis que Faye a préféré le dialogue avec le FMI et une gestion pragmatique. La rupture se cristallise aussi autour des contrats pétroliers et gaziers faisant intervenir des entreprises majeures : Woodside exploite Sangomar depuis juin 2024 et BP opère GTA avec des réserves de 500 milliards de mètres cubes. Sonko a chiffré à 1,4 milliard d'euros d'économies et à 1,7 milliard d'euros de recettes fiscales supplémentaires pour GTA sur 2025–2040, prônant des accords plus équilibrés. Faye, de son côté, opte pour une négociation dans le système financier international afin d'assurer la continuité des investissements et des recettes. Au plan politique, Sonko s'appuie sur des microcontributions et la diaspora, et contrôle 130 des 165 députés grâce à sa base militante, alors que Faye se rapproche d'anciens cadres et technocrates. Les obligations sénégalaises, libellées en euros et dollars, se sont effondrées à l'annonce de la crise. La première approche a permis de révéler la réalité de la dette, et la seconde vise à reconstruire la confiance internationale au prix d'une discipline budgétaire stricte. Les multinationales, comme Woodside et BP, sont restées sereines tout au long du bras de fer, la victoire institutionnelle l'emportant sur l'opposition rhétorique. L'avenir politique, avec la présidentielle de 2029, sera déterminé par le choix entre souveraineté affirmée et souveraineté gérée....

Sujet - Nom commun : Crises politiques -- Sénégal

Dette -- Sénégal

Politique économique -- Sénégal